



Bruxelles, le 18 mars 2015
(OR. en)

6157/15

COPEN 43
EUROJUST 39
EJN 15

NOTE

| | |
|---------------|--|
| Origine: | M. Orsat Miljenić, ministre de la justice, ministère de la justice de la République de Croatie |
| en date du: | 6 mars 2014 |
| Destinataire: | M. Rafael Fernández-Pita y González, directeur général, Conseil de l'Union européenne |

| | |
|--------|--|
| Objet: | Décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres Décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales - Notification de la République de Croatie |
|--------|--|

Monsieur,

Vous trouverez en annexe des informations relatives aux instruments visés en objet.

(Formule de politesse)

(signé) Orsat Miljenić

La République de Croatie déclare ce qui suit:

1. Décision-cadre 2002/584/JAI du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres (JO L 190 du 18.7.2002, p. 1)

En application de l'article 34 de la décision-cadre susvisée, la République de Croatie vous informe que l'article 132a, paragraphe 3, de la loi relative à la coopération en matière pénale avec les États membres de l'Union européenne a été supprimé par la loi modifiant cette dernière (Journal officiel de la République de Croatie (*Narodne novine*) n° 124/13), qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Aucune modification n'ayant été apportée à d'autres déclarations, la République de Croatie vous informe en outre que ces dernières demeurent inchangées.

2. Décision-cadre 2009/948/JAI du Conseil du 30 novembre 2009 relative à la prévention et au règlement des conflits en matière d'exercice de la compétence dans le cadre des procédures pénales (JO L 328 du 15.12.2009, p. 42)

En application de l'article 14 de la décision-cadre susvisée, la République de Croatie vous informe que la langue utilisée aux fins de la procédure de prise de contact prévue par ladite décision-cadre et de l'application de celle-ci, ainsi qu'au sein des organes consultatifs, sera l'anglais. Le croate ne sera utilisé qu'à titre subsidiaire.